

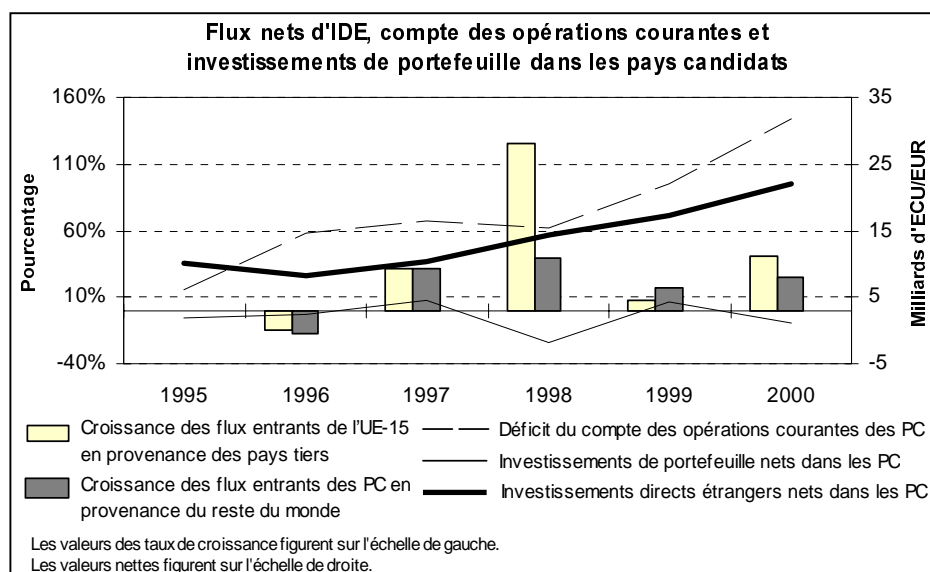
# ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DANS LES PAYS CANDIDATS: DONNÉES 1995-2000

Irene Lovino, Paolo Passerini

Le processus d'élargissement englobe treize pays candidats (PC). Les opérations d'IDE réalisées dans ces derniers ont fortement progressé depuis 1996. Le présent article expose les principales caractéristiques de cette évolution et décrit des données sur les IDE ventilées par pays et par type d'activité. Parallèlement à la mise en évidence du rôle important de l'UE-15 en tant que pourvoyeur de capitaux d'investissements directs dans les pays candidats, il se réfère également à des variables équivalentes pour l'UE-15, afin de faciliter les comparaisons pour le lecteur. La carte et l'encadré de la page 3 donnent un certain nombre d'informations générales de base et un aperçu synthétique des principales variables examinées dans le présent numéro.

**En 2000, les flux nets d'IDE dans les pays candidats ont atteint 22 milliards d'euros, après trois années de croissance soutenue**

Depuis 1996, les pays candidats sont de plus en plus concernés par les opérations d'IDE. La somme des flux entrants et sortants d'IDE est montée en flèche, passant de 10,5 milliards d'écus en 1995 à 23,7 milliards d'euros en 2000. La majeure partie de cette somme (plus de 90%, en moyenne) est constituée de flux entrants. Le graphique ci-dessous représente les entrées nettes de capitaux qui en résultent, c'est-à-dire la différence entre les flux entrants et sortants.



Les statistiques des investissements directs étrangers (IDE) fournissent des informations sur l'un des principaux aspects de la mondialisation. Les IDE sont un substitut ou un complément aux échanges internationaux de biens et de services. Dans le cadre des statistiques de la balance des paiements, Eurostat gère une banque de données sur les IDE qui contient des données harmonisées et donc comparables sur les flux entrants et sortants, les revenus et les positions d'IDE. Cette base de données comporte une ventilation géographique des IDE et fournit également aux utilisateurs des données détaillées par secteur d'activité.

La base de données, qui renferme des données pour les agrégats UE-15 et les États membres de l'UE, s'est récemment enrichie de statistiques des IDE déclarées par les pays candidats. Les données présentées ci-après couvrent la période 1995-2000, mais, pour cette dernière année, seules des informations partielles sont disponibles (voir "Ce qu'il faut savoir – Notes méthodologiques", page 7).

## Statistiques en bref

### ECONOMIE ET FINANCES

THEME 2 – 3/2002

#### BALANCE DES PAIEMENTS

### Contenu

En 2000, les flux nets d'IDE dans les pays candidats ont atteint 22 milliards d'euros, après trois années de croissance soutenue ... 1

La Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont les principaux bénéficiaires d'IDE: en 1999, 73% des flux entrants leur étaient destinés ..... 2

Les IDE représentent une part croissante du PIB des pays candidats: 3,7% en 2000 contre 2,3% en 1995 ..... 4

Les entrées d'IDE ont financé les déficits du compte des opérations courantes dans la plupart des pays candidats ..... 4

Entre 1997 et 1999, le groupe des pays candidats<sup>6</sup> a doublé ses stocks d'IDE ..... 5

Quels ont été les secteurs les plus prisés par les investisseurs étrangers? ..... 6



Les flux nets d'IDE étaient largement supérieurs aux autres composantes du compte financier de la balance des paiements (investissements de portefeuille, par exemple) et ont joué un rôle déterminant dans le financement des déficits du compte des opérations courantes, lesquels ont caractérisé les pays candidats tout au long de la période étudiée.

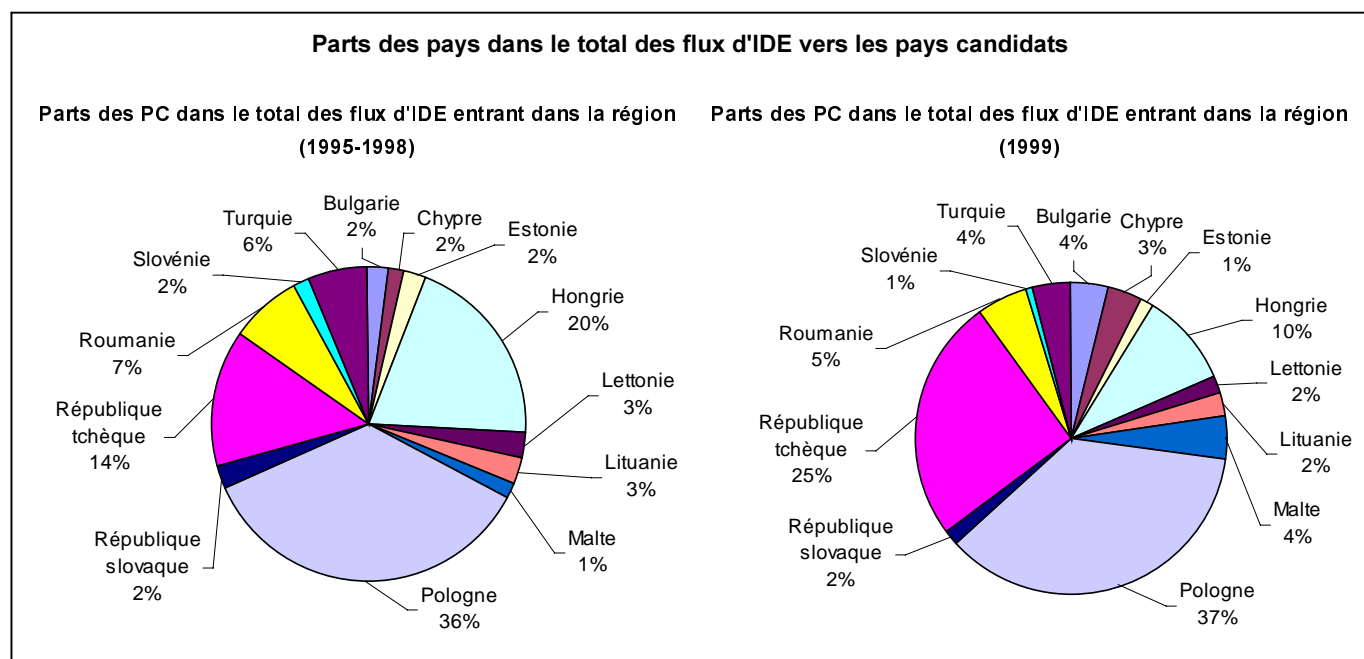
La croissance des flux entrants d'IDE des pays candidats peut être comparée (sur le graphique ci-dessus) à celle des flux entrants de l'UE-15 en provenance des pays tiers. Les taux de croissance font apparaître un schéma similaire pour l'UE et les pays candidats, à savoir une régression en 1996, suivie de quatre années de progression. Par ailleurs, l'UE-15 était le premier investisseur de capitaux directs étrangers dans l'ensemble du groupe des pays candidats<sup>1</sup>.

### La Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont les principaux bénéficiaires d'IDE: en 1999, 73% des flux entrants leur étaient destinés

Les entrées d'IDE dans la région des pays candidats se concentrent sur la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. La part cumulée de ces trois pays a toutefois baissé au cours de la période examinée (82% en 1995 et 73% en 1999, voir le graphique suivant et le tableau de la dernière page). La diminution de la part des investissements en Hongrie était plus forte que l'augmentation simultanée pour la République tchèque et la Pologne. Les données provisoires montrent que cette tendance à la hausse s'est poursuivie en 2000, la Pologne ayant notamment vu s'accroître ses entrées d'IDE (10 milliards d'euros en 2000, soit près du double de la moyenne des valeurs correspondantes des trois années précédentes).

La Hongrie accuse un recul des investissements directs en provenance de l'étranger non seulement en termes de part dans l'agrégat total de la région, mais également en valeur absolue. Les 3,7 milliards d'écus reçus en 1995, montant le plus élevé de toute la région, ont constitué un pic dans la série chronologique, représentant le double de la valeur observée les années suivantes (1,8 milliard en 1999). Cette évolution était due, en particulier, à l'état d'avancement du processus de privatisation, qui était pratiquement achevé en 1999<sup>2</sup>. Afin de neutraliser le niveau exceptionnel des entrées en Hongrie enregistré en 1995, le graphique suivant compare les parts des pays candidats en 1999 avec la part moyenne des quatre années précédentes.

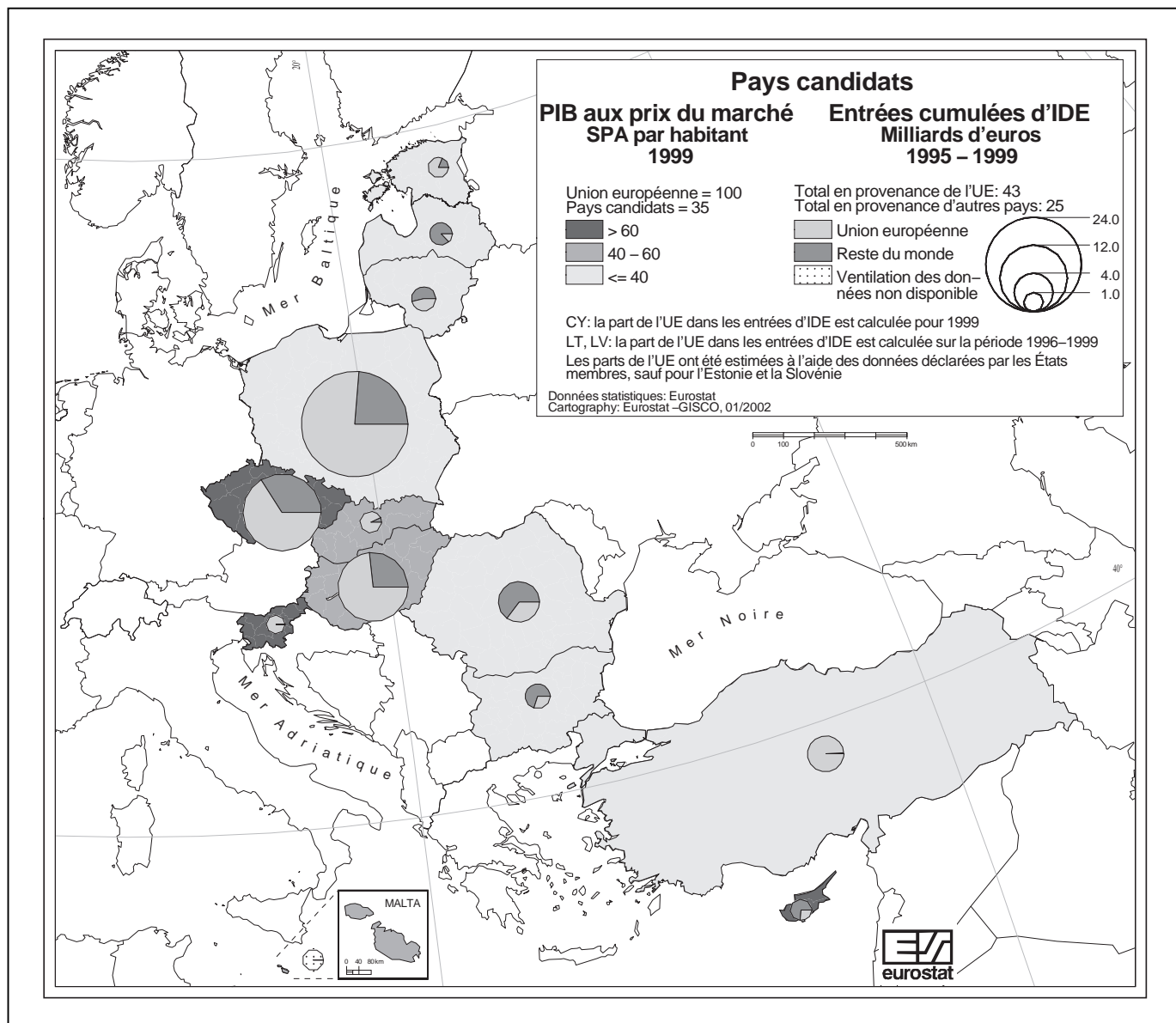
Outre la forte progression susmentionnée des entrées d'IDE en Pologne et en République tchèque (en 2000, cette dernière a reçu des flux d'IDE d'un montant de 5 milliards d'euros), un accroissement du poids relatif de Malte, de la Bulgarie et de la Lituanie est également venu compenser la réduction de la part de la Hongrie. Les faibles parts de ces trois pays en 1995 (inférieures à 1% du total) ont augmenté pendant la période considérée, comme illustré par le graphique. Les pays du "groupe de Helsinki"<sup>3</sup>, dans leur ensemble, ont porté leur part dans les entrées totales d'IDE de 8% à 19%, malgré une légère baisse enregistrée par la République slovaque.



<sup>1</sup> Pour une vue d'ensemble des investissements de l'UE dans les pays candidats, prière de se reporter à "Statistiques en bref", thème 2, n° 26/2000, "Aperçu des flux d'investissements directs entre l'Union européenne et les pays candidats".

<sup>2</sup> Voir les analyses présentées dans le "Rapport sur l'investissement dans le monde, 2001" de la CNUCED.

<sup>3</sup> En fonction de la date de début de leurs négociations officielles pour rejoindre l'Union européenne, les pays candidats peuvent se répartir en deux groupes. Le 31 mars 1998, les négociations d'adhésion ont été entamées avec les six pays candidats suivants, appelés "groupe de Luxembourg": Hongrie, Pologne, Estonie, République tchèque, Slovaquie et Chypre. Les pays restants (à l'exclusion de la Turquie) ont ouvert leur processus de négociation en décembre 1999 et sont désignés sous l'appellation de "groupe de Helsinki": Bulgarie, Lettonie, Lituanie, Malte, Roumanie et République slovaque.



Les différentes couleurs utilisées pour les territoires des pays indiquent le niveau correspondant du PIB par habitant, exprimé en standard de pouvoir d'achat (SPA), par rapport à celui de l'Union européenne. La taille des "camemberts" représente la valeur absolue des entrées cumulées d'IDE, tandis que leur structure indique la répartition entre l'UE-15 et les autres pays. La République tchèque, par exemple, se situait ainsi à plus de 60% du PIB par habitant de l'UE en 1999. Elle a reçu des IDE d'un montant de 13 milliards d'ECU/EUR entre 1995 et 1999, dont 66 % provenaient de l'UE-15.

#### Les pays candidats en bref

L'expression "pays candidats" renvoie aux treize pays concernés par le processus d'élargissement de l'UE: Bulgarie, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, République slovaque, Slovaquie et Turquie.

Les pays candidats ont une superficie totale de 1 872 990 km<sup>2</sup>, le plus petit d'entre eux étant Malte (320 km<sup>2</sup>) et le plus grand la Turquie (775 000 km<sup>2</sup>). Leur population totale s'élevait, en 1999, à 170 millions d'habitants. Les populations des différents pays variaient entre 379 000 personnes à Malte et 64 millions en Turquie.

En 1999, le poids économique des pays candidats, mesuré par le PIB par habitant en SPA, correspondait à environ un tiers (35%) de celui de l'UE-15<sup>4</sup>. Cette valeur moyenne cachait de grandes disparités. La Bulgarie (23% du PIB par habitant en SPA de l'UE-15), la Lituanie (29%), la Lettonie (28%), la Roumanie (27%) et la Turquie (29%) se situaient en dessous de ce niveau, alors que Chypre (81%) et la Slovaquie (71%) arrivaient en tête du groupe<sup>5</sup>, suivies de près par la République tchèque (60%) – toutes ces informations sont résumées sur la carte ci-dessus.

<sup>4</sup> Il convient de noter que 1999 a été une année de stagnation économique dans la région, en particulier pour la Turquie, qui a connu un tremblement de terre au mois d'août.

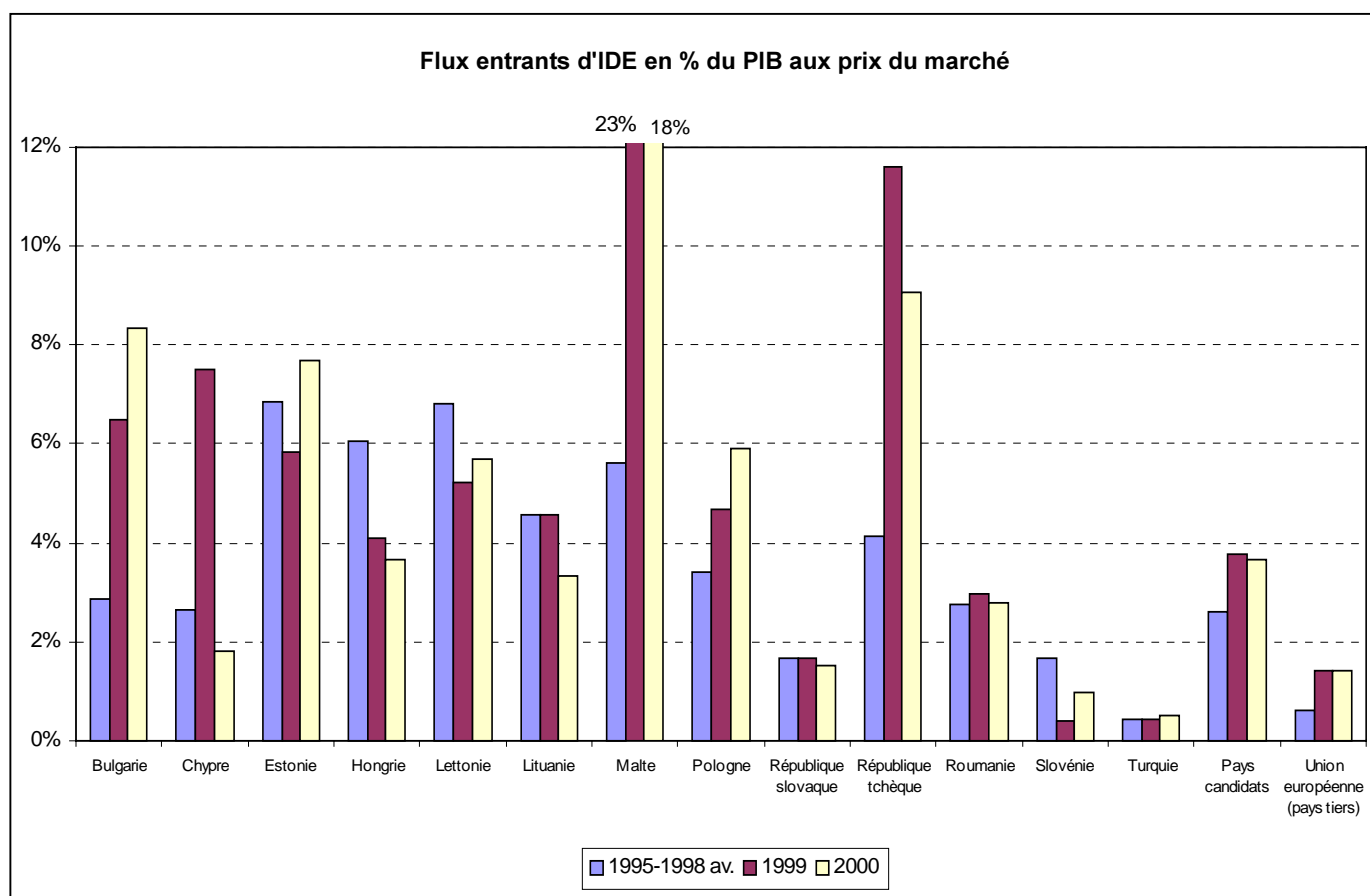
<sup>5</sup> Prière de se reporter à "Statistiques en bref", thème 2, n° 28/2001, "Le PIB des pays candidats – PIB annuel, taux de croissance et principaux agrégats".

## Les IDE représentent une part croissante du PIB des pays candidats: 3,7% en 2000 contre 2,3% en 1995

Le poids des entrées d'IDE dans l'économie des pays candidats, exprimé par leur pourcentage par rapport au PIB, a augmenté tout au long de la période considérée. Après s'être établi, en moyenne, à 2,6% entre 1995 et 1998, il a atteint 3,7% en 2000, se rapprochant ainsi du niveau observé pour les pays de l'UE-15. Le graphique ci-dessous montre cette évolution, en même temps qu'il effectue la comparaison avec les entrées d'IDE de l'UE-15 en provenance des pays tiers. Ces derniers flux ont eux aussi progressé pendant la période étudiée, passant d'une moyenne de 0,6% entre 1995 et 1998 à 1,4% en 2000.

Le graphique présente également le ratio "flux entrants d'IDE/PIB" pour les différents pays candidats. En termes de moyenne calculée sur la période 1995-1998, l'Estonie et la Lettonie affichaient la valeur la plus élevée (6,8%). La Hongrie avait un ratio de 6%, tandis que la République tchèque et la Pologne enregistraient des taux de 4,1% et de 3,4% respectivement. Alors que le poids des entrées d'IDE n'a cessé de s'accroître en Pologne, il n'a cessé de décroître en Hongrie. À la fin 2000 la Pologne avait ainsi des ratios proches de 6%, contre 9% pour la République tchèque. Ces valeurs demeuraient néanmoins supérieures à la moyenne des pays candidats.

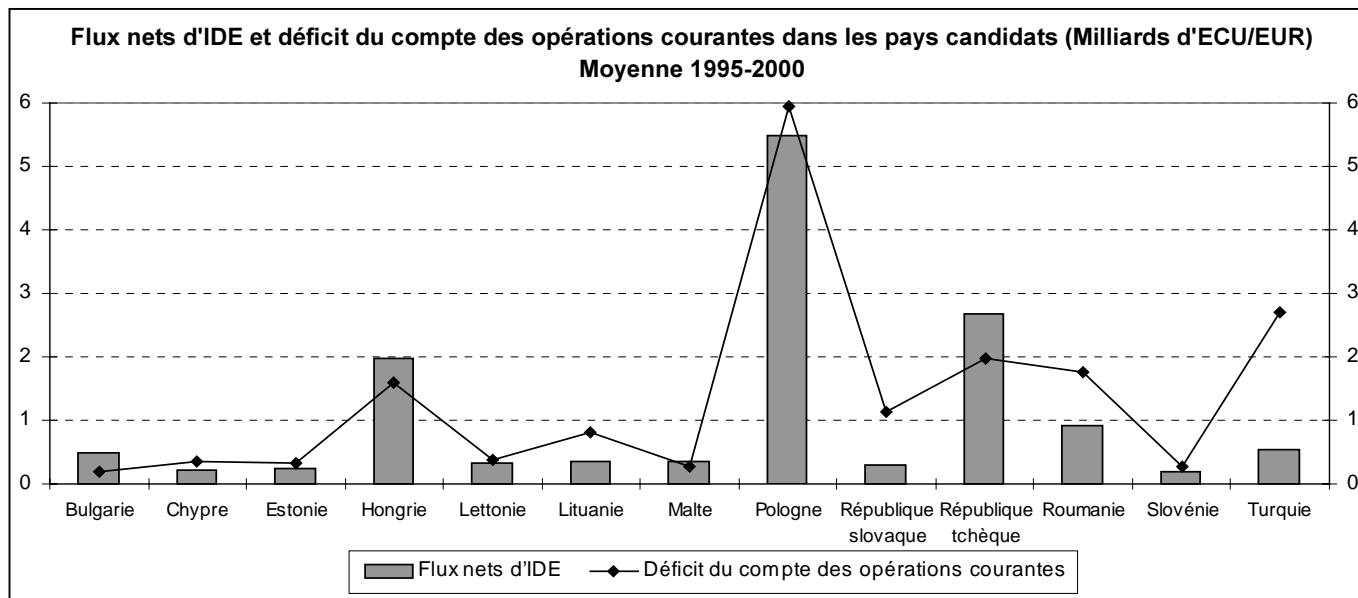
En moyenne entre 1995 et 2000, les entrées d'IDE étaient les plus importantes dans les économies maltaise et tchèque, où elles représentaient respectivement 15,4% et 8,3% du PIB national.



## Les entrées d'IDE ont financé les déficits du compte des opérations courantes dans la plupart des pays candidats

Comme déjà souligné dans la première partie de cette étude, une relation entre les flux nets d'IDE et la balance des opérations courantes peut être mise en évidence en superposant les représentations graphiques de ces deux séries (graphique suivant). La moitié des pays candidats étaient largement tributaires des entrées d'IDE pour financer leur déficit courant.

Dans quatre pays en particulier, à savoir la Bulgarie, la République tchèque, la Hongrie et Malte, les entrées nettes moyennes d'IDE dépassaient le déficit courant moyen. En Estonie, Lettonie, Pologne, Slovénie, ainsi qu'à Chypre, elles représentaient plus des deux tiers du déficit courant. En Lituanie, Roumanie, Turquie et République slovaque, elles couvraient moins de la moitié du déficit courant moyen.



Les flux nets d'IDE constituaient généralement une part importante du compte financier des PC, en raison notamment du faible développement des marchés financiers dans ces pays.

### Entre 1997 et 1999, le groupe des pays candidats<sup>6</sup> a doublé ses stocks d'IDE

Si, jusqu'à présent, seuls les flux d'IDE ont été pris en considération, le reste de l'article analyse le même phénomène en examinant les données sur les stocks. De cette manière, l'évolution récente peut être appréciée à la lumière de la situation préexistante. En particulier, la comparaison entre les pays candidats et les États membres de l'UE doit tenir compte des points de départ forts différents des deux groupes de pays en ce qui concerne les positions d'IDE. Le tableau ci-dessous indique les engagements nets, c'est-à-dire la différence entre les stocks d'IDE reçus de l'étranger et les avoirs investis à l'étranger correspondants.

#### Engagements nets d'investissements directs étrangers dans les pays candidats

	Engagements nets d'IDE			Variation des stocks	Variation des stocks (%)
	1997	1998	1999	1999-1997	(1999-1997)/1997
République tchèque	7.5	11.5	15.2	7.7	101
Lituanie	0.9	1.3	2.0	1.1	121
Lettonie	0.9	1.0	1.4	0.5	57
Pologne	12.6	18.2	24.5	11.9	95
Roumanie	2.1	3.8	5.4	3.2	149
Slovénie	1.8	1.9	2.0	0.2	14
République slovaque	1.5	1.8	2.4	0.9	60
<b>Total</b>	<b>27.3</b>	<b>39.5</b>	<b>52.9</b>	<b>25.5</b>	<b>93.4</b>

*Données exprimées en milliards d'ECU/EUR.*

En considérant les sept pays pour lesquels davantage de données sont disponibles, il apparaît que leurs stocks agrégés d'IDE ont doublé entre 1997 et 1999, passant de 27,3 milliards d'écus à 52,9 milliards d'euros. Au cours de la même période, les stocks d'IDE entrants de l'UE-15 ont progressé de 38%.

La République tchèque et la Pologne ont constitué la moitié de leurs positions entre 1997 et 1999. Ces deux pays détenaient conjointement 75% des stocks totaux de ces sept pays en 1999. La Lituanie et la Roumanie ont plus que doublé leur position d'IDE de 1997 à 1999. Le seul pays à ne pas avoir accumulé la majeure partie de ses stocks entre 1997 et 1999 est la Slovénie, dont la position d'IDE n'a crû que de 14% par rapport à 1997 pendant la période étudiée.

Le faible niveau des stocks d'IDE en 1997, ainsi que le gain de crédibilité apporté par l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, en mars 1998 et décembre 1999, peuvent expliquer cette forte augmentation des stocks. La République tchèque et la Pologne, qui possédaient déjà en 1997 les stocks d'IDE les plus élevés (7,6 et 12,6 milliards d'écus, respectivement), sont toutefois restées plus attractives pour les investisseurs étrangers que les autres pays, en termes absolus.

<sup>6</sup> Pour des raisons de disponibilité des données, seuls les sept pays suivants ont été pris en compte dans ce paragraphe: République tchèque, Lituanie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Slovénie et République slovaque.

## Quels ont été les secteurs les plus prisés par les investisseurs étrangers?

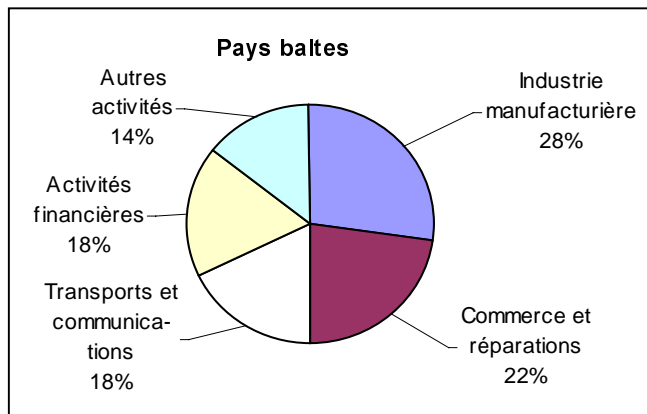
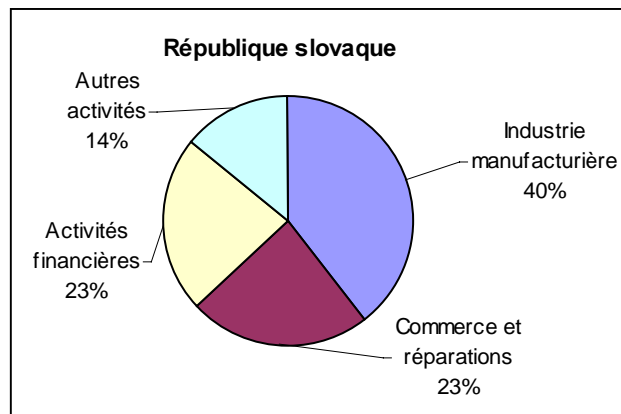
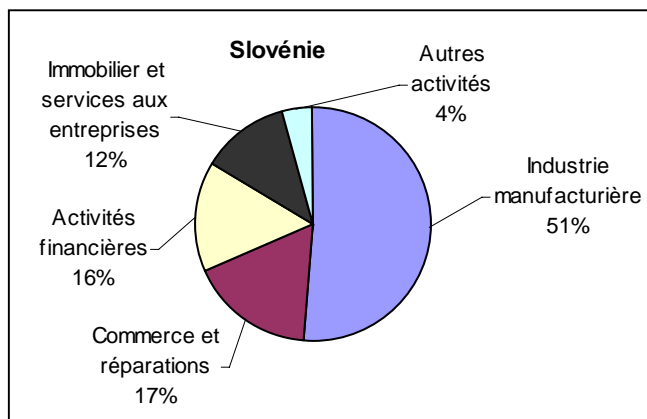
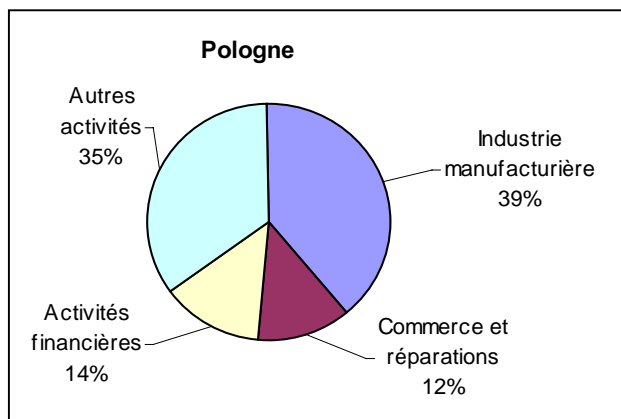
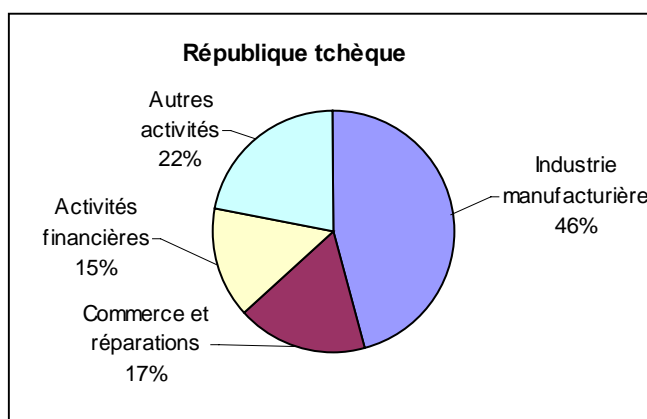
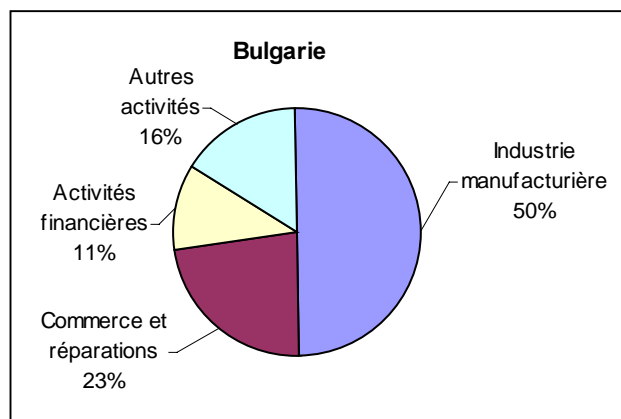
En 1998, une grande partie des capitaux étrangers directs étaient investis dans les activités manufacturières des pays candidats. Comme autres secteurs importants, il convient de citer le commerce et les réparations, ainsi que les activités financières.

La part des activités manufacturières dans les stocks d'IDE était moins forte pour les pays baltes que pour les autres pays (environ un tiers des stocks, malgré tout). En Lettonie, elle ne s'établissait même qu'à 16%. Les transports et communications, tout comme les activités financières, s'y sont révélés plus attractifs. En Lituanie et en Estonie, l'industrie manufacturière était le secteur le plus important pour les IDE, suivi des activités de commerce et de réparation.

La ventilation des stocks par activité économique était semblable pour la République tchèque et la Slovaquie. L'industrie manufacturière comptait pour la moitié des stocks, tandis que le secteur du commerce et des réparations, ainsi que celui des activités financières, représentaient chacun un tiers des stocks restants. La Pologne présentait une distribution similaire de ses IDE, mais l'importance des stocks non affectés (20%) commande la prudence. En fait, les 35% d'IDE figurant sous les "autres activités" sur le graphique ci-dessous sont principalement constitués de stocks non affectés.

Les mêmes trois secteurs d'activité absorbaient également la majeure partie des stocks de la Bulgarie et de la République slovaque.

### Ventilation des stocks d'IDE par activité économique, données 1998



**Entrées d'IDE dans les pays candidats, 1995 – 1999**  
**En millions d'écus/euros et en pourcentage du PIB aux prix du marché**

	1995		1996		1997		1998		1999	
Bulgarie	69	0.7%	86	1.1%	445	5.0%	479	4.4%	756	6.5%
Chypre <sup>(1)</sup>	66	1.0%	43	0.6%	433	5.8%	237	2.9%	642	7.5%
République tchèque	1 960	4.9%	1 125	2.5%	1 148	2.5%	3 303	6.5%	5 932	11.6%
Estonie	154	5.7%	119	3.5%	235	5.8%	513	11.0%	284	5.8%
Hongrie	3 675	10.8%	1 803	5.1%	1 928	4.8%	1 815	4.3%	1 849	4.1%
Lituanie	55	1.2%	120	1.9%	313	3.7%	826	8.6%	456	4.6%
Lettonie	136	4.0%	301	7.4%	460	9.3%	318	5.8%	334	5.2%
Malte	101	4.1%	218	8.3%	71	2.4%	238	7.6%	770	22.5%
Pologne	2 797	2.9%	3 542	3.1%	4 328	3.4%	5 678	4.0%	6 821	4.7%
Roumanie	320	1.2%	207	0.7%	1 071	3.4%	1 812	4.9%	977	3.0%
Slovénie	235	1.6%	210	1.4%	414	2.6%	178	1.0%	78	0.4%
République slovaque	181	1.3%	279	1.8%	154	0.9%	504	2.7%	306	1.7%
Turquie	677	0.5%	569	0.4%	710	0.4%	838	0.5%	735	0.4%
<b>Total</b>	<b>10 426</b>	<b>2.7%</b>	<b>8 622</b>	<b>2.0%</b>	<b>11 711</b>	<b>2.4%</b>	<b>16 738</b>	<b>3.2%</b>	<b>19 941</b>	<b>3.8%</b>

<sup>(1)</sup> Les données pour 1995 et 1996 proviennent d'une série différente de celle utilisée pour les années suivantes, ce qui peut contribuer à la rupture observable dans la série chronologique

## ➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – NOTES METHODOLOGIQUES

**Les investissements directs étrangers (IDE)** sont la catégorie d'investissements internationaux, au sein du compte financier de la balance des paiements, qui reflète l'intention d'une entité résidant dans une économie d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, ainsi qu'un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. L'entreprise d'investissements directs se définit formellement comme une entreprise, constituée ou non en société, dans laquelle l'investisseur direct possède 10% ou plus des actions ordinaires ou du nombre de voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

### Flux et positions d'IDE

Par ses flux d'investissements directs, l'investisseur constitue une position d'investissements directs étrangers, qui figure dans la position d'investissements internationaux du pays. La position d'IDE (parfois appelée "stocks d'IDE") diffère des flux cumulés en raison des réévaluations (variations des prix ou des taux de change et autres ajustements, tels que le rééchelonnement ou l'annulation de prêts, la remise de dettes ou les échanges de dettes contre des actifs).

### Base de données New Cronos pour la balance des paiements des pays candidats

Eurostat publie des données annuelles sur la position et les flux d'IDE, ainsi que sur les revenus liés à ces agrégats, à partir de l'année 1997. Les données ventilées de façon appropriée ne sont toutefois pas disponibles pour tous les pays.

# Pour en savoir plus:

## Les bases de données

New Cronos,  
Domaine Thème2/bop/bopcc

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

BELGIQUE/BELGIË	DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA - Roma
<b>Eurostat Data Shop</b> Bruxelles/Brussel <b>Planistat Belgique</b> Rue du Commerce 124 Handelsstraat 124 B-1000 BRUXELLES / BRUSSEL Tel. (32-2) 234 67 50 Fax (32-2) 234 67 51 E-mail: <a href="mailto:datashop@planistat.be">datashop@planistat.be</a> URL: <a href="http://www.datasshop.org/">http://www.datasshop.org/</a>	<b>DANMARKS STATISTIK</b> Bibliotek og Information <b>Eurostat Data Shop</b> Sejrosgade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: <a href="mailto:bib@dst.dk">bib@dst.dk</a> Internet: <a href="http://www.dst.dk/bibliotek">http://www.dst.dk/bibliotek</a>	<b>STATISTISCHES BUNDESAMT</b> <b>Eurostat Data Shop Berlin</b> Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 BERLIN Tel. (49) 1888 644 94 27/28 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: <a href="mailto:datasshop@destatis.de">datasshop@destatis.de</a> URL: <a href="http://www.eu-datashop.de/">http://www.eu-datashop.de/</a>	<b>INE Eurostat Data Shop</b> Paseo de la Castellana, 183 Oficina 011 Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 91 583 91 67 Fax (34) 91 579 71 20 E-mail: <a href="mailto:datasshop.eurostat@ine.es">datasshop.eurostat@ine.es</a> URL: <a href="http://www.datasshop.org/">http://www.datasshop.org/</a>	<b>INSEE Info Service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: <a href="mailto:datasshop@insee.fr">datasshop@insee.fr</a>	<b>ISTAT</b> <b>Centro di Informazione Statistica</b> <b>Sede di Roma, Eurostat Data Shop</b> Via Cesare Balbo, 11a I-00184 ROMA Tel. (39) 06 46 73 31 02/06 Fax (39) 06 46 73 31 01/07 E-mail: <a href="mailto:dipdiff@istat.it">dipdiff@istat.it</a>
ITALIA - Milano	LUXEMBOURG	NEDERLAND	NORGE	PORTUGAL	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA
<b>ISTAT</b> <b>Ufficio Regionale per la Lombardia</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: <a href="mailto:mileuro@tin.it">mileuro@tin.it</a>	<b>Eurostat Data Shop Luxembourg</b> BP 453 L-2014 LUXEMBOURG 4, rue Alphonse Weicker L-2721 LUXEMBOURG Tel. (352) 43 35-2251 Fax (352) 43 35-22221 E-mail: <a href="mailto:dslux@urostat.datashop.lu">dslux@urostat.datashop.lu</a> URL: <a href="http://www.datasshop.org/">http://www.datasshop.org/</a>	<b>STATISTICS NETHERLANDS</b> <b>Eurostat Data Shop-Voorburg</b> Postbus 4000 2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31-70) 337 49 00 Fax (31-70) 337 59 84 E-mail: <a href="mailto:datasshop@cs.nl">datasshop@cs.nl</a>	<b>Statistics Norway</b> <b>Library and Information Centre</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42/43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: <a href="mailto:Datashop@ssb.no">Datashop@ssb.no</a>	<b>Eurostat Data Shop Lisboa</b> <b>INE/Serviço de Difusão</b> Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: <a href="mailto:data.shop@ine.pt">data.shop@ine.pt</a>	<b>Statistisches Amt des Kantons</b> <b>Zürich, Eurostat Data Shop</b> Bleicherweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41-1) 225 12 12 Fax (41-1) 225 12 99 E-mail: <a href="mailto:datasshop@statistik.zh.ch">datasshop@statistik.zh.ch</a> Internet: <a href="http://www.statistik.zh.ch">http://www.statistik.zh.ch</a>
SUOMI/FINLAND	SVERIGE	UNITED KINGDOM	UNITED STATES OF AMERICA		
<b>STATISTICS FINLAND</b> <b>Eurostat Data Shop Helsinki</b> <b>Tilastokirjasto</b> PL 28 FIN-00022 Tilastokeskus Työpajatalo 13 B, 2.K.eros, Helsinki P. (358-9) 17 34 22 21 F. (358-9) 17 34 22 79 Sähköposti: <a href="mailto:datasshop@stat.fi">datasshop@stat.fi</a> URL: <a href="http://www.tilastokeskus.fi/tik/ikk/datashop/">http://www.tilastokeskus.fi/tik/ikk/datashop/</a>	<b>STATISTICS SWEDEN</b> <b>Information Service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46-8) 50 69 48 01 Fax (46-8) 50 69 48 99 E-post: <a href="mailto:info.service@scb.se">info.service@scb.se</a> Internet: <a href="http://www.scb.se/info/datashop/peudatashop.asp">http://www.scb.se/info/datashop/peudatashop.asp</a>	<b>Eurostat Data Shop</b> <b>Office for National Statistics</b> Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44-1633) 81 33 69 Fax (44-1633) 81 33 33 E-mail: <a href="mailto:eurostat.datasshop@ons.gov.uk">eurostat.datasshop@ons.gov.uk</a>	<b>HAVER ANALYTICS</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1-212) 986 93 00 Fax (1-212) 986 69 81 E-mail: <a href="mailto:euordata@haver.com">euordata@haver.com</a>		

Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):  
Bâtiment Bech Bureau A3/48 - L-2920 Luxembourg - Tél. (352) 4301 33408 - Fax (352) 4301 32649 - e-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)

## Pour toute information méthodologique:

Irene Lovino, Eurostat/B5, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 35134, Fax (352) 4301 33859, E-mail: [irene.lovino@cec.eu.int](mailto:irene.lovino@cec.eu.int)  
ORIGINAL: Anglais. Nelly Ahouilhous a effectué le traitement des données et l'analyse statistique.

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/) si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier - L-2985 Luxembourg  
Tél. (352) 2929 421 18 Fax (352) 2929 42709  
Adresse Internet: <http://eur-op.eu.int/fr/general/s-ad.htm>  
courrier électronique: [info-info-opoce@cec.eu.int](mailto:info-info-opoce@cec.eu.int)

BELGIQUE/BELGIË - DANMARK - DEUTSCHLAND - GREECE/ELLADA - ESPAÑA - FRANCE - IRELAND - ITALIA - LUXEMBOURG - NEDERLAND - ÖSTERREICH  
PORTUGAL - SUOMI/FINLAND - SVERIGE - UNITED KINGDOM - ISLAND - NORGE - SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA - BALGARIJA - CESKÁ REPUBLIKA - CYPRUS  
EESTI - HRVATSKA - MAGYARORSZÁG - MALTA - POLSKA - ROMÂNIA - RUSSIA - SLOVAKIA - SLOVENIA - TÜRKIYE - AUSTRALIA - CANADA - EGYPT - INDIA  
ISRAËL - JAPAN - MALAYSIA - PHILIPPINES - SOUTH KOREA - THAILAND - UNITED STATES OF AMERICA

## Bon de commande

Je m'abonne à Statistiques en bref pour 1 an (du 1.1.2002 au 31.12.2002):  
(adresses des Data Shops et des bureaux de vente voir plus haut)

**Formule 1:** L'ensemble des 9 thèmes (environ 140 numéros)

Papier: 360 EUR  
Langue souhaitée:  DE  EN  FR

**Formule 2:** Un ou plusieurs des 7 thèmes suivants:

- Thème 1 « Statistiques générales »  
 Papier : 42 EUR
- Thème 2 « Économie et finances »
- Thème 3 « Population et conditions sociales »
- Thème 4 « Industrie, commerce et services »
- Thème 5 « Agriculture et pêche »
- Thème 6 « Commerce extérieur »
- Thème 8 « Environnement et énergie »  
 Papier: 84 EUR
- Langue souhaitée:  DE  EN  FR

Les Statistiques en bref (fichier pdf) peuvent être téléchargés gratuitement du site internet Eurostat. Vous devez simplement vous enregistrer. Pour d'autres formules, veuillez contacter votre Data Shop.

- Merci de me faire parvenir un exemplaire gratuit du « mini-guide Eurostat » (sélection de produits et services Eurostat)  
Langue souhaitée:  DE  EN  FR
- Je souhaite m'abonner gratuitement à « Références statistiques », la note d'information sur les produits et services Eurostat  
Langue souhaitée:  DE  EN  FR
- M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>  
(SVP écrire en majuscules)
- Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_
- Société: \_\_\_\_\_ Département: \_\_\_\_\_
- Fonction: \_\_\_\_\_
- Adresse: \_\_\_\_\_
- Code postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_
- Pays: \_\_\_\_\_
- Tél.: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_
- E-mail: \_\_\_\_\_

### Paiement à réception de la facture de préférence par:

- Virement bancaire  
 Visa  Eurocard
- Carte N°: \_\_\_\_\_ Expiration le: \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

### Merci de confirmer votre numéro de TVA intra-communautaire:

A défaut, la TVA sera appliquée automatiquement. Aucune note de crédit ne sera établie a posteriori.